

Migrations, minorités

L'immigration est aujourd'hui un fait inhérent à la vie de nos pays et de celle des quartiers de nos villes. La vie économique et sa croissance exigent de faire entrer en Europe de nouvelles générations d'immigrants et nous voulons que nos villes continuent à être hospitalières et qu'elles améliorent leur capacité d'intégration.

Au niveau local, nous devons reconnaître l'apport positif des cultures du monde et nous devons veiller à ce que leur participation dans la représentation et l'administration de nos villes soit organisée et promue, elles doivent refléter cette réalité multiculturelle dans leur politique générale et plus particulièrement dans le recrutement des nouveaux employés publics, plus particulièrement dans les services sociaux, l'éducation et la sécurité.

Les villes doivent percevoir l'immigration comme étant avant tout une opportunité pour leur développement. Il est évident aujourd'hui qu'une gestion efficace de l'intégration des immigrants exige un système clair et sûr de règles d'admission, d'établissement et de regroupement familial. Mais aucun pays ne peut résoudre de lui-même ces problèmes qui exigent une politique européenne commune sur les règles d'entrée, de séjour et, le cas échéant, de rapatriement. Pour tout cela et plus particulièrement pour les politiques d'aide au développement des pays d'origine et pour les accords d'émigration et de rapatriement, l'action de l'Union Européenne avec chacun des pays de provenance ou de transit des émigrants est nécessaire.

L'immigration pose également des problèmes de sécurité. La lutte contre le trafic des personnes est une priorité, spécialement pour celui qui met en danger la vie d'hommes, de femmes et d'enfants. Il faut également poursuivre les conduites visant à l'emploi illégal d'étrangers qui frôlent parfois l'esclavagisme. Les déséquilibres actuels créent des concentrations d'immigrants dans certaines zones urbaines et des difficultés avec les habitants traditionnels qui se trouvent parfois dans des situations de crise économique, et ils s'amplifient pour des motifs raciaux et religieux. La lutte contre le racisme et la discrimination est la garantie des droits de tous ainsi qu'une condition préalable à une politique d'intégration.